



Cohérence, discipline, rigueur

Le gouvernement Tomégah-Dogbé ne veut pas se laisser distraire

Lors de sa première sortie d'envergure sur une chaîne de radio internationale (RFI), le nouveau Premier ministre du Togo, Victoire Tomégah-Dogbé, a clairement affiché ses priorités et sa volonté de ne pas se laisser distraire. Une seule chose compte ...



PAGE 3

DEVELOPPEMENT



Projet EJV de l'Anadeb

Ama Fakpa : « Ce projet a changé ma vie et celle de mes enfants »

Bénéficiaire du projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV), Ama Fakpa, couturière à Hétsiavi, village situé dans le canton de Zafi, dans la préfecture de Yoto, témoigne des changements qu'a apportés ce projet dans ...

PAGE 5

ENVIRONNEMENT



WEMA

Enfin, une organisation de journalistes togolais pour l'eau, l'assainissement et l'environnement

Le samedi 17 octobre 2020 est une date mémorable pour le journalisme spécialisé en eau, assainissement et environnement au Togo ...

PAGE 10

Littérature / Gréah Waklatsi

« Trésor bafoué », ouvrons nos yeux sur la misère des enfants de rue

Après « L'enfant qui ne vient pas », la Togolaise Gréah Waklatsi sort un second livre intitulé ...

PAGE 9



Assemblée nationale / Débat d'orientation budgétaire

Le document de programmation budgétaire et économique pluriannuel DPBEP 2021-2023 approuvé

Les députés togolais étaient réunis au sein de l'hémicycle hier pour le débat d'orientation budgétaire, en présence du ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya. Cet exercice a été fait en prélude à l'étude et à l'adoption prochaine de la loi des finances 2021. La séance qui a été dirigée par la deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale, Mémounatou Ibrahima, a permis aux élus d'approuver le document de programmation budgétaire et économique pluriannuel DPBEP 2021-2023.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Gouvernement des réseaux sociaux : et si Agbéyomé Kodjo écoutait les conseils du jeune Gerry Taama ?

Le 19 octobre dernier, l'ancien Premier ministre du Togo et candidat malheureux à l'élection présidentielle du 22 février 2020 a encore fait une sortie des plus remarquées. Il signe un nouveau décret par lequel il nomme un nouveau Premier ministre et des ministres. Face à cette situation dans laquelle le candidat de la Dynamique monseigneur Kpodzro (DMK) s'enlise de jour en jour, son jeune collègue à l'Assemblée nationale togolaise lui donne quelques conseils auxquels il ferait bien de prêter attention.

En Afrique, les cheveux blancs sont très respectés. Une personne âgée, donc portant des cheveux blancs est un réservoir de savoirs, d'expériences et de sagesse. Comme l'a écrit Amadou Hampaté Bâ : « En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle ». L'on s'attend à ce qu'il pose des actes exemplaires que les jeunes générations peuvent copier ...

PAGE 3

Dossier / Métiers de la mer au Togo

Enjeux d'un espace maritime face aux défis de la piraterie maritime

A bord d'une embarcation rapide à 215 kilomètres des côtes togolaises, un navire hongkongais a été la cible d'une attaque pirate, dans la nuit du samedi 17 au dimanche 18 octobre 2020. Si de nombreux marins ont malheureusement succombé aux assauts des pirates dans les eaux togolaises, celui hongkongais ...



PAGES 6 & 7

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Journée mondiale de la statistique L'importance de la statistique pour le développement économique et social d'un pays</p>  <p>P 5</p>	<p>Gestion intégrée des ressources en eau Désormais, eau, alimentation, énergie et écosystèmes ne doivent plus être dissociés</p>  <p>P 10</p>	<p>Réconciliation nationale Les victimes de la région centrale bientôt pris en charge par le Hcrrun</p>  <p>P 11</p>
---	--	---	--

Promotion des bénéficiaires des produits FNFI

Projecteurs sur SANBIANI Fidèle, maraîcher dans la région des savanes grâce au produit AGRISEF du FNFI

Ce nouveau numéro de votre rubrique quotidienne "Echos des bénéficiaires des produits FNFI" est entièrement consacré à SANBIANI Fidèle ; maraîcher grâce au soutien du produit Accès des Agriculteurs aux Services Financiers (AGRISEF) du Fonds National de la Finance Inclusive. Il est partagé avec vous dans les lignes qui suivent comment il s'est organisé pour mieux fructifier le crédit qu'il a reçu...Reportage...



SANBIANI Fidèle

Nous sommes à Dapaong, au nord du Togo. Ici vit depuis bientôt quatre décennies, SANBIANI Fidèle pour qui la terre cultivable n'a plus de secrets. En effet, depuis longtemps, notre quarantenaire a toujours fait confiance à la terre, car dit-il "la

terre ne trompe pas, ce que tu sème, et bien tu le récoltes..."

Voulant à tout prix concrétiser son rêve de devenir maraîcher, Fidèle se rend auprès de COOPEC SIFA, une Institution de Microfinance partenaire du FNFI dans la région des savanes pour se

renseigner davantage sur les conditions qu'il doit remplir avant de pouvoir bénéficier du crédit agricole du FNFI.

" Les agents de crédit de COOPEC SIFA m'ont tout de suite rassuré, du fait que les crédits du FNFI sont sans garanties matérielles ni financières.

Et pour bénéficier du crédit AGRISEF, il me fallait tout simplement me constituer en groupe solidaire et accepter de suivre une formation et l'accompagnement des services techniques tels que l'ICAT...Je me suis très vite plié aux exigences, et après la formation, je me suis vu octroyer un premier crédit AGRISEF de 100.000 FCFA. Vu que j'avais déjà une superficie cultivable, ce crédit m'a permis de pouvoir me mettre à la tâche, notamment avec l'achat des intrants et d'un petit dispositif phytosanitaire pour assainir mes productions. C'est ainsi que mon activité de maraîcher a pris son envol, grâce notamment à mes productions de choux, de tomate, de piment vert, d'oignons..."

Aujourd'hui, dans toute sa région, Fidèle fait partie des jeunes entrepreneurs qui grâce à leur foie et détermination ont réussi à briser la glace qui empêchent bon nombre de jeunes d'entreprendre. Pour lui, quand on a une idée d'entreprise en tête, c'est à nous de briser la glace et aller à la recherche

de financements pour pouvoir concrétiser nos rêves.

" Rien ne peut m'arrêter dans mon élan à renforcer mon activité. Tant que je suis en possession de toutes mes forces, mon devoir est de me battre jour après jour pour aller toujours de l'avant. Déjà, j'écoule toutes mes productions sur le marché local. C'est un sentiment de satisfaction de voir que mes concitoyens consomment mes productions avec joie. Je n'éprouve aucune difficulté en termes de remboursement des crédits car je veux à tout prix obtenir le second cycle du crédit AGRISEF et pour cela il me faut rembourser le premier cycle dans les délais. En termes de perspectives pour mon activité, je compte introduire dans mes productions, une fois le second cycle de AGRISEF obtenu, la culture de céréales, telles que le maïs et l'arachide. A terme, je veux devenir un maraîcher et un agriculteur polyvalent. Tel est mon rêve."

KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG..LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... Comparé à Agbéyomé Kodjo, Gerry Taama est un jeune politicien. Il est d'ailleurs plus âgé et plus expérimenté que lui. Cela n'exclut pas que le président du groupe parlementaire Net/PDP puisse lui donner des conseils. Ce dernier lui demande de sortir enfin de « l'irrationnel ». Ce

combat dans lequel s'investit le président du Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (MPDD) au détriment de sa santé, n'en vaut pas la peine.

« Il faut arrêter cette histoire de nominations de ministres qui va dans tous les sens. Les gens se moquent de

nous », a-t-il posté sur sa page Facebook. En effet, à ce jour, il serait illusoire de croire que l'on reviendra sur l'élection présidentielle du 22 février 2020. Le reste ne relèverait que de la démagogie. La conclusion de l'honorable Taama devrait particulièrement retenir l'attention des

membres de la DMK et de leur candidat.

« Pour moi, toute cette histoire est un immense gâchis. Le Net a fait un résultat supérieur à celui du MPDD lors des élections locales (3% contre 2%). Avec 20% lors de la présidentielle, le président Kodjo et

sa DMK auraient pu constituer une nouvelle force de l'opposition alternative, avec un leader présent à l'Assemblée nationale et disposant d'une expérience de gouvernance affirmée. Encore une occasion gâchée. Pauvre de nous », écrit Gerry Taama.

TM

Assemblée nationale / Débat d'orientation budgétaire

Les députés approuvent le document de programmation budgétaire et économique pluriannuel DPBEP 2021-2023

Les députés togolais étaient réunis au sein de l'hémicycle hier pour le débat d'orientation budgétaire, en présence du ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya. Cet exercice a été fait en prélude à l'étude et à l'adoption prochaine de la loi des finances 2021. La séance qui a été dirigée par la deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale, Mémounatou Ibrahima a permis aux élus d'approuver le document de programmation budgétaire et économique pluriannuel DPBEP 2021-2023.

« Le débat d'orientation budgétaire permet de connaître les intentions du gouvernement en matière budgétaire », renseigne Mawoussi Djossou Sémondji, président de la Commission des finances et du développement économique. « Il ne s'agit pas de l'étude du budget proprement dit », renchérit le ministre Sani Yaya. Cet exercice permet de recueillir les recommandations des députés, présenter les tendances de l'économie nationale sur une période d'au moins trois ans, présenter tous les programmes que le gouvernement compte mettre en œuvre et le budget qui ira avec eux. La programmation budgétaire et économique pluriannuelle donne une tendance générale du budget.

Selon le ministre de l'Economie et des Finances, le PND est déjà révisé. « Il s'agit de la feuille de route présidentielle, vision 2025 ». Cette fois-ci, au lieu de 65%, la contribution du secteur privé s'élèvera à 50%. Le PND révisé se définit en engagements ministériels signés par les membres du gouvernement la semaine dernière. Cela fait au total 42 projets et 6 réformes que, selon les promesses du ministre, le gouvernement rendra bientôt publics. Le débat d'orientation budgétaire permet un bon arrimage entre le Plan national de développement révisé et le budget national.

L'on en est arrivé là à cause des difficultés causées par la pandémie du coronavirus sur le plan économique. Mais, le ministre reste confiant pour

son bon aboutissement. En effet, explique-t-il : « sur le marché des investissements, le niveau de risque du Togo est faible ». Pour juguler les impacts de la pandémie, le Togo a défini la stratégie des 3R : riposte, résilience, relance.

Selon Sani Yaya, il faut être prudent dans la relance de l'économie, parce que personne ne maîtrise vraiment ce virus. « Les pays qui ont osé relancer sont en train de revenir à la riposte ». Heureusement, dans le secteur agricole qui est moins touché par l'épidémie, l'on a entrepris de faire la relance afin de tirer la croissance vers le haut. D'ailleurs, la production et la transformation des produits seront accentuées.

Dans le cadre de cette crise,



Deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale, Mémounatou Ibrahima

le chef de l'Etat a annoncé la création d'un fonds de solidarité et de relance de l'économie de 400 milliards de FCFA, dont la moitié a été mobilisée. « La feuille de route présidentielle » met l'accent sur l'inclusion sociale. Le Registre social unique (RSU) qui sera issu de l'identification biométrique, permettra de renforcer cet aspect de la gouvernance.

« Ce débat permet aux députés

de renforcer leurs capacités. Nous nous réjouissons que les autorités et toutes les parties prenantes impliquées dans la lutte contre le Covid-19 aient pris toutes les mesures nécessaires pour renforcer la résilience des populations. La représentation nationale exprime sa reconnaissance à tous les partenaires du Togo », a affirmé pour sa part Mémounatou Ibrahima.

E. Dadzie

Cohérence, discipline, rigueur

Le gouvernement Tomégah-Dogbé ne veut pas se laisser distraire

Lors de sa première sortie d'envergure sur une chaîne de radio internationale (RFI), le nouveau Premier ministre du Togo, Victoire-Tomégah Dogbé a clairement affiché ses priorités et sa volonté de ne pas se laisser distraire. Une seule chose compte désormais : l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens. Il est vrai que la Déclaration de politique générale (DPG) mettait déjà l'accent sur les priorités du nouveau gouvernement. Mais cette interview fut une tribune importante pour le réaffirmer.

Après la Déclaration de politique générale, Mme Dogbé avait essuyé quelques critiques sur le fait que son discours occultait les problèmes politiques. Pour beaucoup, le Togo vit actuellement un contentieux électoral. D'ailleurs, la question est revenue lors de l'entretien sur RFI. Mais, franchement, est-ce la priorité encore aujourd'hui? Les Togolais n'ont pas plus important à faire que de s'éterniser sur des problèmes politiques? Comme le disait le Premier

ministre, à cette allure, « l'on ne s'en sortira jamais ». « Nous devons regarder devant, nous devons avancer, nous devons nous mettre au travail », a-t-elle martelé. Notre pays a connu des situations complexes par le passé et tous les acteurs ont quelque chose à se reprocher. Mais, à quoi cela sert de continuer à regarder constamment dans le rétroviseur? Si un politicien affirme avoir à cœur les intérêts des Togolais, il devrait être prêt à sacrifier ses propres intérêts et aider



Victoire Tomégah-Dogbé

le pays à courir vers son émergence. Même dans le cas où l'on a été lésé, il est possible de tourner la page. Mais, ici, qui a au juste été lésé? Jusqu'alors, ceux qui réclament avoir gagné la dernière élection n'ont pas réussi à convaincre grand monde. Pendant ce temps,

le chef de l'Etat sortant, Faure Gnassingbé proclamé vainqueur par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), confirmé par la Cour constitutionnelle et reconnu par la communauté nationale, sous-régionale et internationale, a prêté serment et dirige le pays.

Son nouveau gouvernement donne de bons signaux en termes d'innovation et de progrès. Faudrait-il encore retarder le pays sur ces questions alors que la trajectoire amorcée promet des lendemains meilleurs? En tout cas, la nouvelle cheffe du gouvernement est sans détours. « Aujourd'hui, je me consacre aux défis économiques, sociaux et sanitaire », a-t-elle affirmé. « Ce qui nous préoccupe aujourd'hui, c'est de travailler pour répondre aux besoins sociaux des populations », ajoute Mme Tomégah-Dogbé. Pour y parvenir, elle choisit trois principales voies : cohérence, discipline, rigueur. Plus de place donc à la distraction.

Edem Dadzie

TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants



* Jours ouvrés



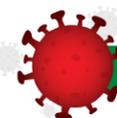
BANK OF AFRICA

BMCE GROUP



ENSEMBLE

CONTRE LE COVID-19



STOP COVID-19

Journée mondiale de la statistique

L'importance de la statistique pour le développement économique et social d'un pays

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed) a officiellement lancé la Journée mondiale de la statistique (JMS) le mardi 20 octobre à Lomé. Cette 3^{ème} édition est placée sous le thème : « connecter le monde avec les données fiables ». Cette journée a été instituée pour montrer l'importance de la statistique pour le développement d'un pays.

Les données statistiques jouent un rôle déterminant pour le développement d'une nation. Vu leur importance, les Nations unies ont institué une Journée mondiale de la statistique. Célébrée chaque 20 octobre dans le monde entier, cette journée permet de promouvoir les données statistiques et de faire connaître au public les contributions de la statistique officielle. La Journée mondiale de la statistique est célébrée chaque 5 ans. Pour cette année 2020, les Nations unies mettent l'accent sur la modernisation des systèmes statistiques nationaux, à travers

l'utilisation des nouvelles technologies pour plus d'efficacité. Le thème de cette édition a été choisi pour montrer les faiblesses des systèmes statistiques face à la pandémie du coronavirus et les limites de la collecte traditionnelle de données statistiques. Ce thème s'aligne sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine qui vise à construire une Afrique pacifique, stable, sûre, intégrée et prospère et sur l'agenda 2030 des Nations unies pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

Au Togo, la célébration est marquée par une Journée portes ouvertes organisée par l'Inseed. Il s'agit pour les organisateurs de



Koame Kouassi

sensibiliser la population sur le rôle et l'importance des statistiques de qualité dans le développement économique et social, d'amener les gouvernants et les partenaires à connecter le monde avec les données fiables. C'est également l'occasion pour l'Inseed d'exposer au public ses différentes publications, d'encourager le grand public à l'utilisation des données statistiques. « La célébration de cette journée est une occasion

pour nous de réaffirmer le rôle très important que jouent les statistiques dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et programmes de développement », a déclaré le directeur général de l'Inseed, Koame Kouassi. Avec l'appui des partenaires, le Togo a élaboré sa deuxième stratégie nationale de développement de la statistique couvrant la période 2020-2024.

Selon M. Koame, cette stratégie prend en compte les orientations et recommandations internationales en matière de statistique, notamment celles de Paris 21 et celles contenues dans la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA).

« Nous mettons l'accent sur la fiabilité, parce que la qualité des données statistiques est très importante pour des orientations. La statistique est un outil d'orientation pour les prises de décision. Donc il faut assurer la qualité d'information produite pour que les décisions qui se prennent puissent être prises dans le bon sens, sinon nous aurons contribué à désorienter les décisions que prend le gouvernement », a précisé pour sa part le secrétaire général de l'Inseed Tchiou Animaou.

Félix Tagba

Projet EJV de l'Anadeb

Ama Fakpa : « Ce projet a changé ma vie et celle de mes enfants »

Bénéficiaire du projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV), Ama Fakpa, couturière à Hétsiavi, village situé dans le canton de Zafi, dans la préfecture de Yoto, témoigne des changements qu'a apportés ce projet dans sa vie. Celle qui a eu des difficultés à joindre les deux bouts se dit aujourd'hui fière d'avoir participé à cette initiative.

Tout n'a pas été facile pour Ama Fakpa. Avant de découvrir cette initiative, la couturière, mère de deux enfants, se débrouillait à la maison et trouvait difficilement des clients.

« Avant de faire le volontariat communautaire, je travaillais à la maison. Mais, je n'avais pas beaucoup de clients. Ne venaient commander que ceux que je connaissais déjà, ou qui me connaissaient. Et souvent, c'est pour de petites retouches sur leurs vieux habits. C'était très difficile à la maison, parce que je ne pouvais pas assurer toutes les dépenses de mes deux enfants. Il faut les envoyer à l'école, il faut leur donner à manger, les soigner. Or, étant seule à m'occuper d'eux, mon travail ne générait pas assez de revenus pour tout cela », raconte Ama Fakpa. Elle n'a

pas hésité à tout faire pour bénéficier de ce projet, après avoir écouté une annonce à la radio. « Quand j'ai entendu les annonces du projet EJV à la radio, je me suis lancée ; et grâce à Dieu, j'ai été retenue. J'ai fait tout ce qu'on a demandé de faire », ajoute-t-elle.

Le projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables permet à Ama de contribuer au développement de sa communauté, chose dont elle est fière. La volontaire a participé à différents travaux d'aménagement dans sa localité. Les indemnités lui ont permis de subvenir à ses propres besoins et à ceux de ses enfants. Elle a également pu épargner une partie pour construire son atelier.

« Dans notre village, j'ai participé à l'aménagement de la piste Zafi à Kouvè dans le Yoto. J'ai également



Ama Fakpa et une de ses apprenties dans l'atelier

suivi plusieurs formations. Pendant les travaux, on nous payait 15 000 francs CFA chaque 10 jours. Avec ce revenu, j'ai commencé par souffler un peu, mais je n'ai pas tout dépensé. J'ai épargné une partie sur le compte que le projet m'a aidé à ouvrir. Avec mon épargne et l'aide supplémentaire que j'ai reçue du projet à la fin de mon volontariat, j'ai acquis les machines qui me manquaient, et j'ai aménagé un hangar au bord de la route pour en faire mon atelier de

couture », affirme-t-elle. Grâce aux différentes formations qu'elle a reçues, Ama Fakpa a développé son activité. « Avant, j'avais à peine deux commandes par semaine, et je n'avais pas d'apprenti. Mais maintenant que je suis installée ici, je reçois beaucoup plus de commandes par jour ; même des gens que je ne connais pas. J'ai pris aussi deux apprenties. Je sais maintenant que je suis une vraie couturière. Vraiment, ce projet a changé ma vie et

celle de mes enfants », a-t-elle indiqué.

Le projet EJV est initié par le gouvernement togolais. Il bénéficie de l'appui de la Banque mondiale sur une période de 3 ans. Le projet est piloté par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb). L'objectif est d'offrir des opportunités de génération de revenus à 14 000 jeunes, dont 7 000 femmes pauvres et vulnérables ciblés au Togo.

Félix T.

Métiers de la mer au Togo

Enjeux d'un espace maritime face aux défis de la piraterie maritime

A bord d'une embarcation rapide à 215 kilomètres des côtes togolaises, un navire hongkongais a été la cible d'une attaque pirate, dans la nuit du samedi 17 au dimanche 18 octobre 2020. Si de nombreux marins ont malheureusement succombé aux assauts des pirates dans les eaux togolaises, celui hongkongais a été sorti des griffes des pirates grâce à l'intervention rapide de la marine togolaise appuyée par le dispositif technologique du Centre de coordination maritime du Togo. Lors de sa visite, le 19 octobre 2020 à la préfecture maritime au Port de Lomé, le ministre de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection de la Côte, Edem Tengué, s'est montré ferme dans la lutte contre la piraterie maritime qui porte atteinte aux métiers de la mer. Le Togo fait partie des pays qui disposent d'un espace maritime. Cet espace, étant source de développement économique et un atout hautement géostratégique, quels sont les enjeux et les défis face à la piraterie ?

« Tolérance zéro... nous ne comptons pas laisser des pirates se mettre au travers des ambitions maritimes du Togo », ministre Edem Tengué



Edem Tengué, ministre de l'Economie maritime

Le ministre togolais de l'Economie maritime a durci le ton lors de sa visite de terrain au lendemain de cette attaque contre le navire hongkongais.

« Tolérance zéro pour la piraterie maritime parce que nous ne comptons pas laisser des pirates se mettre au travers des ambitions maritimes du Togo », dixit le ministre Edem Tengué en charge de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection

de la Côte. Le domaine maritime offre, en effet, d'un un panorama très diversifié des débouchés potentiels de ce secteur: pêche, aquaculture, navigation, économie maritime, marine nationale, océanographie, protection du littoral, transformation des produits de la mer, ingénierie marine, construction navale, recherches scientifiques. Autant de nouveaux emplois à créer.



Des travailleurs dans le secteur de la mer

dans les représentations de la mer. 30% du pétrole ou du gaz sont extraits en mer, l'essentiel des communications mondiales emprunte les câbles sous-marins. Pourtant, la mer ne tient encore qu'une place très modeste dans les stratégies territoriales : même littoraux, les territoires ont des difficultés à s'approprier ces espaces proches mais peu accessibles, et à y étendre leurs plans et leurs projets.

L'espace terrestre (y compris, et souvent surtout, sa frange littorale) concentre les convoitises, les projets, les plans, les stratégies et les politiques, mais l'espace maritime et les ressources marines, pourtant partagés et publics, restent pour l'essentiel le sujet des seuls acteurs maritimes, les politiques s'y limitant souvent au simple encadrement réglementaire des activités privées. L'humanité découvre ou redécouvre ce que la mer peut lui apporter : de nouvelles ressources (biologiques, minérales, énergétiques), et de nouveaux espaces (rendus accessibles par les progrès gigantesques de l'industrie offshore dans les

dernières décennies).

Cultures marines, biotechnologies, extraction de matériaux et de métaux, production d'eau douce, énergie éolienne, hydrolienne et thermique : tout ceci est désormais possible à grande échelle. Les enjeux de l'économie bleue sont donc les ressources, les matières premières et l'espace, mais aussi les enjeux financiers et les emplois associés. L'économie bleue concerne bien sûr les usagers professionnels de la mer, mais aussi les territoires qui accueillent leurs activités.

Aujourd'hui, les territoires littoraux bénéficient pourtant peu des activités maritimes et littorales qu'ils accueillent et auxquelles ils fournissent une multitude de services (ports, ressources, espace, réseaux, formation, connaissance, etc.), en échange de retours souvent limités ou peu équilibrés (emplois saisonniers ou sous-qualifiés, retour nul ou négatif sur leurs investissements : port, conflits entre résidents et occupants de passage).

Source: Republicoftogo

Les espaces maritimes au cœur des enjeux géostratégiques

La mer détient une place dans les stratégies territoriales

Lors du sommet de l'Union africaine à Lomé en 2016, consacré à la sécurité

maritime, il avait été question de valorisation de l'économie bleue. La pêche tient une grande place

Principal support du commerce de marchandises, les espaces maritimes ont vu leur importance stratégique s'accroître avec l'approfondissement du processus de mondialisation et avec l'affirmation de nouvelles puissances régionales.

Développement de l'attractivité portuaire, sécurisation des flux commerciaux et humains, exploitation des ressources ou encore protection des écosystèmes marins constituent ainsi autant d'enjeux économiques, écologiques et politiques majeurs

de ce début de 21^{ème} siècle. L'importance stratégique des espaces maritimes, qui couvrent 71% de la surface du globe, attise les convoitises et provoque des litiges territoriaux et des tensions entre les Etats ainsi qu'entre les différents "usagers" de ces espaces (compagnies pétrolières, armateurs, pêcheurs, professionnels du tourisme, etc). Les espaces maritimes constituent tout d'abord le principal support du commerce mondial et s'apparentent à de gigantesques interfaces. Ils supportent ainsi 80% du commerce mondial de marchandises (soit 9 milliards de tonnes de biens manufacturés, d'hydrocarbures, de matières premières minérales et agricoles etc.) grâce à une flotte de plus de 90 000 navires spécialisés (porte-conteneurs, minéraliers, vraquiers, supertanker, méthaniers, etc). Les flux illicites s'effectuent aussi largement par la voie maritime. Les narcotrafiquants font passer leurs marchandises vers les pays du nord via des bateaux de

subsaharienne et du Proche-Orient de rejoindre le continent européen, pour ceux qui y parviennent tout du moins. La géographie des principales voies d'échanges maritimes témoigne de la hiérarchie des territoires dans l'organisation de l'espace mondial. De fait, les "autoroutes" du commerce maritime relient entre elles les régions les plus intégrées au processus de mondialisation, c'est-à-dire les pôles de la triade et les principaux émergents (Asie orientale, Europe occidentale, Amérique du Nord). A l'inverse, le continent africain est largement évité par les navires, notamment faute d'infrastructures de transport efficaces, de marché de consommation attractif et de production industrielle à exporter. Ces flux s'articulent autour des "seuils", c'est-à-dire des points de passages stratégiques, naturels comme les détroits (Gibraltar, Ormuz, Malacca, Bab-el-Mandeb et le Bosphore pour les plus empruntés) et artificiels avec les canaux (Suez et Panama pour les

suscitent. Mers et océans sont également exploités pour produire des énergies renouvelables. L'usine marémotrice située dans l'estuaire de la Rance (Bretagne) par exemple, construite en 1966, tire son énergie de la force de la marée. Plus récemment, les projets d'implantation d'éoliennes off-shore se multiplient dans le monde, plus de 2000 étant déjà

installées en Union européenne, en mer du nord et dans la Baltique principalement, la Grande-Bretagne en possédant la moitié. L'exploitation de ses ressources constitue donc un enjeu économique et énergétique majeur pour les Etats qui rentrent souvent en concurrence pour l'appropriation des espaces maritimes.

Un Institut des métiers de la mer au Togo pour professionnaliser le secteur



Un bateau au Port



Routes et principaux seuils du commerce maritime mondial

commerce ou de plaisance (les cartels latino-américains utilisent même parfois des sous-marins de poche pour rejoindre les côtes des Etats unis). Les fonds marins sont quant à eux parcourus par un réseau d'oléoducs, de gazoducs et de câbles de télécommunication (qui acheminent plus de 90% des télécommunications internationales). Mers et océans supportent également le déplacement des hommes, migrants et touristes. On comptait ainsi plus de 22 millions de croisiéristes en 2015, dans les caraïbes et en mer méditerranée, respectivement 1^{er} et 2^{ème} bassins mondiaux pour cette activité. Si la "mare nostrum" représente un espace privilégié pour le tourisme de masse, elle offre aussi l'opportunité à des milliers de migrants clandestins originaires d'Afrique

principaux). Ces "points nodaux" sont essentiels au fonctionnement du commerce international, comme en témoigne par exemple l'agrandissement récent du canal de Panama. Construit à partir de la fin du 19^{ème} siècle à l'initiative du Français Ferdinand de Lesseps, ce canal permettant de relier l'Atlantique au Pacifique sans avoir à contourner le continent américain n'était plus adapté au gigantisme actuel des navires de commerce. Ouvert en 2016 après 9 années de travaux titanesques, le canal peut désormais accueillir les plus gros porte-conteneurs de la planète. Ces points de passage stratégique constituent par ailleurs des "zones à risque", aussi bien en raison des risques de collision liées à l'intensité du trafic (le détroit du Pas-de-Calais voit passer 400 navires par jour) qu'en raison des convoitises qu'ils

L'Université de Lomé (UL) dispose, depuis mai 2018, d'un Institut des métiers de la mer (I2M). L'I2M répond à la volonté des autorités togolaises de mettre à disposition du secteur maritime, des professionnels qualifiés. Ceci, dans la droite ligne de la politique gouvernementale visant à faire de l'économie bleue, un des leviers du développement au Togo. Via le port de Lomé et son énorme potentiel (port en eau profonde, ressources halieutiques), le Togo ambitionne d'être un véritable hub-

transportaire incontournable dans la sous-région. La création de l'Institut des métiers de la mer (I2M) est la résultante de la Stratégie nationale pour la mer et le littoral mis en route par le gouvernement togolais pour renforcer la sécurité maritime, promouvoir les opportunités d'emplois et le partenariat public-privé, moderniser le tourisme, développer l'économie bleue et gérer durablement l'environnement marin.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

TOGOMATIN

DIRECT AGENCE
Agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé,
une agence conseil en communication
ou un homme d'affaires !
Vous avez besoin d'une communication
dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé
(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS
 DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES
 MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES
 DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?
 HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél: 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE
 Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
 GYM FILA O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION
 AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME
 CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES
 MARCHÉ ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHÉ DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscaïns), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA
 AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION
 AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél: 22 40 04 99

PHARMACIES DE GARDE (LOME) du 19 au 26 /10/ 2020

BOULEVARD	Doulassamé	22 21 65 49
BEL AIR	Palm Beach	22 21 03 21
CRISTAL	Bd H.Boigny	22 20 90 91
PORT	H.Sarakawa	22 27 61 88
ESPERANCE	Nyékonakpoè	22 21 01 28
ROBERTSON	Nyékonakpoè	22 22 28 41
LIBERATION	Av. Libération	22 22 25 25
ISIS NUKAFU	Gakpoto	70 44 83 87
YEM-BLA	258, Av. Akéï	90 88 98 72
FRATERNITE	Hédzranawé	22 26 81 55
CITRUS	Attiéou	70 44 59 24
NOTRE DAME	TOGO 2000	96 80 10 12
SANTA MADONNA	Kégué	96 68 03 03
LE PROGRES	Ahadji kpta	22 35 86 55
ELI-BERECA	Adidogomé	99 91 13 42
LA REFERENCE	Adidogomé	96 80 09 96
BONTE	Wonyomé	93 95 80 78
DE LA VICTOIRE	Avédji	70 45 74 92
JAHNAP	Djidjolé-Gakli	22 51 22 86
VERTE	Klikamé	22 25 03 26
LUMIERE	Agbalépédogan	70 43 15 49
ORCHIDEES	LLEO 2000	70 43 39 49
SOLIDARITE	Vakpossito	22 50 37 07
ARC-EN-CIEL	Agoè-Téléssou	70 42 50 00
AGOE-NYIVE	Agoè-Nyivé	22 25 83 38
SHALOM	Agoè-Cacavéli	22 51 87 60
VITAS	Agoè Assiyéyé	22 25 63 43
SATIS	Koshigan	70 44 85 17
DENIS	Agoè Kové	93 08 46 40
MAWUNYO	Agoè-Sogbossito	70 42 34 64
ZONGO	Togblékopé	70 45 23 16
ZOSSIM	Zossimé	70 46 26 64
ST PHILIPPE	Sanguéra	99 99 80 04
LA FLAMME D'AMOUR	Agodékè	70 45 70 14
LE DESTIN	Baguida	70 41 15 41

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Méditation

Cinq chefs de village se lancent les défis au bord d'un fleuve.
 Le premier tombe dans l'eau avec tout ses vêtements, il nage pendant 30min et ressort sans être mouillé.
 Le deuxième court sur l'eau jusqu'à soulever la poussière.
 Le troisième fait sucrer toute l'eau du fleuve avec un morceau de sucre.
 Le quatrième allume le feu sous l'eau et fait cuire un bœuf et enfin, le cinquième boit toute l'eau du fleuve et dit qu'il a même encore soif.
 S'il vous plaît les amis dites nous parmi ces 5 chefs de village lequel est le plus dangereux et le plus puissant???

Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

Sauriez-vous résoudre l'énigme ci-dessous?

10 kg 20 kg

24 kg ? kg

Blague

Une fille annonce à ses parents : "papa, maman je suis enceinte". Sa mère lui dit : "fais-moi venir l'idiot qui t'a enceinté". Quand le garçon arrive la mère lui demande : "Qu'est ce que tu comptes faire?" Il répond : "si elle accouche une fille je vous paye 10million..." (Le père ne dit rien), si c'est un garçon, 40million... (le père s'arrange sur la chaise) si c sont des jumeaux 80million... (le père sursaute) et si l'enfant meurt...

Le père dit stop !!!
 Si l'enfant meurt "Tu l'ENCEINTES ENCORE

Citation du jour

Sommes-nous aveugles et hypocrites pour oublier que l'essence même de ce que nous sommes tous est bestiale ? Manger, dormir, se reproduire... Et tuer pour survivre, s'il le faut. L'aurait-on oublié? La société nous a appris à cacher cet aspect primaire sous des couches de vernis, mais au fond, tout au fond, nous sommes encore ces mêmes bêtes, comme toutes celles qui arpentent cette foutue planète, peut-être que ce qui nous différencie d'elles, c'est notre capacité à nous fabriquer ces vernis.

Maxime Chattam, *Maléfices*

Littérature / Gréah Waklatsi

« Trésor bafoué », ouvrons nos yeux sur la misère des enfants de rue

Après « L'enfant qui ne vient pas », la Togolaise Gréah Waklatsi sort un second livre intitulé « Trésor bafoué » paru aux éditions « Awoudy » au Togo. Sensible à la misère des enfants, à l'instar de ceux qui circulent à longueur de journée dans nos rues au lendemain incertain, Gréah Waklatsi met sa plume au service de cette cause afin que les bonnes volontés s'engagent de plus en plus aux côtés de ces enfants démunis.

Il y a tellement d'enfants dans les rues et ruelles de Lomé, mais l'histoire de « Abdou » est spéciale sinon particulière. Le but principal de l'écrivaine Gréah Waklatsi est d'attirer l'attention des parents, ou encore des adultes sur la situation de ces tout-petits qui se retrouvent dans la rue pour une raison ou une autre. « J'ai raconté Abdou dans les conditions vraiment déplorables. Je ne pouvais pas rester là et fermer les yeux dessus. J'ai d'autres enfants dont je m'occupe à travers mon ONG, mais le cas d'Abdou était assez délicat et qu'il fallait agir en urgence », révèle Gréah.

D'après l'auteure, au Togo, il n'est pas si loin le temps où chaque membre de la communauté exerçait son rôle de parent auprès

de n'importe quel enfant côtoyé. « Alors que font les enfants dans la rue, livrés à eux-mêmes, en bandes, dans les marchés? », se questionne-t-elle.

Précisément, c'est la misère des enfants de rue qui a motivé Gréah Waklatsi à écrire cet ouvrage. « Je voulais à travers cet ouvrage éveiller la conscience des parents, des adultes qui sont là tous les jours qui voient les enfants dans les rues à longueur de journée, à longueur des mois, et qui ne réagissent pas. Je me suis dit, que raconter l'histoire d'Abdou peut motiver certaines personnes à ouvrir leurs yeux sur eux », mentionne-t-elle.

« Trésor bafoué » est l'histoire d'un petit garçon de quatre (4) ans dont l'auteure a fait la



Gréah-Waklatsi-Blain

connaissance dans des conditions défavorables. Aussi témoigne-t-elle dans ce livre de la vulnérabilité de ces enfants de rue qui sont bien souvent à la merci de crapules malveillantes qui les utilisent à leur guise. « La misère d'un enfant c'est la misère de tout un pays. Les enfants, la jeunesse, ce sont le trésor

de l'Afrique, je voulais vraiment qu'on en prenne conscience. C'est le point sur lequel je voulais mettre l'accent dans cet ouvrage », mentionne Gréah.

Gréah Waklatsi-Blain est née en avril 1975, à Lomé, au Togo, où elle a grandi, avant de partir s'installer définitivement

en France dans les années 2000. Elle vit entre Paris et Charleville-Mézières. Gréah travaille au sein de la société Kiné-formations avec son mari et poursuit ses réalisations humanitaires au Togo. Ecrivaine, Gréah Waklatsi-Blain est la présidente de l'association « 1.2.3 Togo ».

Nadia Edodji

« La peste » d'Albert Camus. Ed Gallimard. 1947 Pp 206-207

« ...Rieux eut à peine le temps de penser que le Père côtoyait l'hérésie que l'autre reprenait déjà, avec force, pour affirmer que cette injonction, cette pure exigence, était le bénéfice du chrétien. C'était aussi sa vertu. Le père savait que ce qu'il y avait d'excessif dans la vertu dont il allait parier choquerait beaucoup d'esprits, habitués à une morale plus indulgente et plus classique. Mais la religion du temps de peste ne pouvait être la religion de tous les jours et si Dieu pouvait admettre, et même désirer, que l'âme se repose et se réjouisse dans les temps de bonheur, il la voulait excessive dans les excès du malheur. Dieu faisait aujourd'hui à ses

créatures la faveur de les mettre dans un malheur tel qu'il leur fallait retrouver et assumer la plus grande vertu qui est celle du Tout ou Rien. Un auteur profane, il y avait des siècles de cela, avait prétendu révéler le secret de l'Église en affirmant qu'il n'y avait pas de Purgatoire. Il sous-entendait par là qu'il n'y avait pas de demi-mesures, qu'il n'y avait que le Paradis et l'Enfer et qu'on ne pouvait être que sauvé ou damné, selon ce qu'on avait choisi. C'était, à en croire Paneloux, une hérésie comme il n'en pouvait naître qu'au sein d'une âme libertine. Car il y avait un Purgatoire. Mais il était sans doute des époques où ce Purgatoire ne devait pas être trop espéré, il était des époques où l'on ne pouvait parler de péché véniel. Tout péché

était mortel et toute indifférence criminelle. C'était tout ou ce n'était rien. Paneloux s'arrêta, et Rieux entendit mieux à ce moment, sous les portes, les plaintes du vent qui semblait redoubler au dehors. Le Père disait au même instant que la vertu d'acceptation totale dont il parlait ne pouvait être comprise au sens restreint qu'on lui donnait d'ordinaire, qu'il ne s'agissait pas de la banale résignation, ni même de la difficile humilité. Il s'agissait d'humiliation, mais d'une humiliation où l'humilié

était consentant. Certes, la souffrance d'un enfant était humiliant pour l'esprit et le cœur. Mais c'est pourquoi il fallait y entrer. Mais c'est pourquoi, et Paneloux assura son auditoire que ce qu'il allait dire n'était pas facile à dire, il fallait la vouloir parce que Dieu la voulait. Ainsi seulement le chrétien n'épargnerait rien et, toutes issues fermées, irait au fond du choix essentiel. Il choisirait de tout croire pour ne pas être réduit à tout nier. Et comme les braves femmes qui, dans les

églises en ce moment, ayant appris que les bubons qui se formaient étaient la voie naturelle par où le corps rejetait son infection, disaient : « Mon Dieu, donnez-lui des bubons », le chrétien saurait s'abandonner à la volonté divine, même incompréhensible. On ne pouvait dire : « Cela je le comprends ; mais ceci est inacceptable », il fallait sauter au cœur de cet inacceptable qui nous était offert, justement pour que nous fissions notre choix... »



Gestion intégrée des ressources en eau Désormais, eau, alimentation, énergie et écosystèmes ne doivent plus être dissociés

Pendant longtemps, les spécialistes des questions eaux et assainissement et ceux exerçant dans d'autres secteurs impactant directement l'environnement ont travaillé séparément. Mais, de plus en plus, l'on se rend compte que ces différents éléments ne doivent pas être dissociés les uns des autres. L'environnement est en effet un. C'est un système dans lequel les éléments sont interdépendants. La Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux met désormais l'accent sur cet aspect.



Les eaux interagissent avec d'autres éléments de la nature

Les eaux transfrontières constituent plus de 60 % des ressources mondiales en eau douce. L'eau, l'énergie, l'alimentation et la sécurité environnementale dépendent de ces eaux. Leur gestion durable est cruciale pour le développement, la paix et la stabilité, tout comme l'est une coopération efficace entre les pays riverains et les différents secteurs de l'économie qui en dépendent.

La communauté internationale appelle expressément à l'adoption d'une approche fondée sur les interactions dans les efforts visant à mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD), en reconnaissant leur nature interdépendante. La manière dont les ressources en eau partagées sont utilisées sera également influencée, pendant la crise mondiale actuelle et la reprise, par l'évolution des

marchés de l'énergie et des denrées alimentaires ainsi que par les changements dans la production, lorsque les gouvernements donneront la priorité à la garantie de l'approvisionnement et à l'accessibilité de ces ressources.

La coopération régionale intersectorielle peut garantir que ces décisions stratégiques s'accompagnent d'un minimum de compromis et exploitent au maximum les synergies possibles. La connaissance des liens entre les ressources ouvre des possibilités essentielles de coopération que les efforts diplomatiques peuvent mettre à profit.

Interaction et cohérence des politiques publiques aux niveaux national et international

Le concept d'« interactions » est ancré dans l'idée que

les politiques sectorielles et nationales doivent de toute urgence devenir plus cohérentes pour réduire les compromis en matière de gestion des ressources et concilier les utilisations multiples. La cohérence des politiques peut être améliorée par l'échange de communication intersectorielle, la coordination active et la planification intégrée, la prise en compte des différents intérêts, la négociation de compromis, jusqu'à la maximisation des synergies et la coopération en vue d'objectifs communs. En particulier, la cohérence des politiques est une condition nécessaire à une action climatique efficace, qui exige d'agir dans plusieurs secteurs (énergie, alimentation, protection de l'environnement, etc.) et à plusieurs échelles (du niveau mondial au niveau local et transfrontière).

La cohérence des politiques peut apporter des avantages économiques en facilitant le développement de synergies et de partenariats, qui à leur tour stimulent le cofinancement des investissements : public-privé, multisectoriel et multi-pays. Dans un contexte transfrontière, une confiance accrue entre les pays riverains est essentielle pour réduire les risques politiques pour les investisseurs.

La coopération transfrontière en matière d'investissement permet également de prendre en compte les différents intérêts et préoccupations, de placer plus efficacement les investissements et d'harmoniser l'application des normes environnementales. Multiplier les avantages d'un

seul projet (par exemple, infrastructure polyvalente, amélioration de l'efficacité des ressources en eau, en terre et en énergie grâce à des solutions innovantes) est la manière la plus pratique de contribuer à différents objectifs simultanément. Cependant, sans un cadre politique cohérent, les processus consultatifs et les cadres de planification qui soutiennent l'intégration, l'extension ou la reproduction de ce type d'investissements sont difficiles.

Divers gouvernements et institutions ont participé jusqu'à présent aux dialogues et/ou évaluations sur les interactions menées par la Convention sur l'eau et/ou des organisations partenaires dans le monde entier. Parmi eux, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), qui possède une grande expérience, notamment grâce au projet BRIDGE (« PONT », dont le nom complet Building River Dialogue and Governance signifie « Bâtir le dialogue et la gouvernance autour des cours d'eau ») et au dialogue sur les interactions en matière de solutions d'infrastructures hydrauliques, ainsi que le Partenariat mondial pour l'eau. Ces efforts constituent un ensemble important de connaissances et d'expériences pratiques. Parmi les autres initiatives majeures, on peut citer les dialogues régionaux sur les interactions, soutenus par la Commission européenne et la Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Malgré cela l'on manque toujours d'expériences convaincantes. La sixième réunion de l'équipe spéciale des interactions entre l'eau, l'alimentation, l'énergie et les écosystèmes de la

Convention des Nations unies sur l'eau, permettra sans doute à ce problème de connaître un début de résolution.

Sixième réunion de l'équipe spéciale des interactions entre l'eau, l'alimentation, l'énergie et les écosystèmes

Lors de la sixième réunion de l'équipe spéciale, qui se tiendra à Genève les 22 et 23 octobre 2020, parallèlement à la troisième réunion virtuelle du Groupe d'experts sur le manuel sur la répartition des eaux transfrontières (20-21 octobre 2020), le secrétariat présentera le projet de rapport de synthèse sur les solutions fondées sur les interactions, préparé en coopération avec l'UICN, pour examen et discussion.

Ce rapport fera état de l'expérience de diverses organisations et acteurs du monde entier, notamment des gouvernements, des commissions économiques régionales et des organisations de bassins fluviaux.

Les participants discuteront de la manière dont le travail intersectoriel soutient la coopération transfrontière et vice-versa, en réduisant les pressions sur l'eau en agissant sur les facteurs externes (en dehors de la gestion de l'eau) ; agissant plus efficacement sur les défis transversaux communs (par exemple, l'adaptation au changement climatique dans un bassin partagé) ; élargissant la base de financement disponible pour la coopération, ainsi que pour les projets d'intérêt commun, et engageant davantage, et de manière plus stratégique, les acteurs sectoriels dans les processus de coopération transfrontière.

Edem Dadzie

WEMA

Enfin, une organisation de journalistes togolais pour l'eau, l'assainissement et l'environnement

Le samedi 17 octobre 2020 est une date mémorable pour le journalisme spécialisé en eau, assainissement et environnement au Togo. C'est ce jour qu'est né Wash and environmental media alliance (WEMA). C'était au cours d'une Assemblée générale qui s'est tenue dans les locaux de la « Chaîne de l'espoir » à Tokoin-hôpital. Ce fut en présence de journalistes, d'acteurs de la société civile, d'experts du secteur eaux et assainissement et d'autres personnalités.

Pourquoi WEMA ? « Il est important de communiquer autour de cette thématique pour faire comprendre l'urgence d'accorder une importance

particulière à la gestion des ressources en eau, de faire en sorte que les politiques élaborées soient mises en œuvre afin que les populations puissent



Photo de famille des participants à l'AG

bénéficier des projets qui sont mis à leur disposition », répond, Kodjo Kiki Tassi, le président de WEMA. Mais, est-ce une association de plus ? « Nous ne voulons pas seulement

des journalistes pour juste communiquer sur les questions de l'eau et de l'assainissement, mais des journalistes outillés et bien formés qui puissent porter très haut la voix des

populations défavorisées en ce qui concerne l'accès à l'eau et à l'assainissement », précise monsieur Tassi.

Les membres de WEMA devront se familiariser avec plusieurs outils dont le code de l'eau. La particularité avec WEMA, est que ses membres devront dépasser la frontière des questions liées à l'eau et à l'assainissement. Aujourd'hui, plusieurs autres secteurs ont des impacts sur l'environnement et par conséquent rejaillissent sur l'accès à l'eau et à l'assainissement : les changements climatiques par exemple.

TM

Réconciliation nationale

Les victimes de la région centrale bientôt pris en charge par le Hcrrun

Le Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun) poursuit son opération de réparation collective des torts. L'organisme gouvernemental entamera son opération d'indemnisation des victimes des violences politiques, la semaine prochaine dans la région Centrale.



L'institution dirigée par Awa Nana Daboya a annoncé le mercredi 14 octobre, des sessions d'indemnisation des victimes individuelles, dans les préfectures de Sotouboua, Blitta et la plaine de Mô, du 19 au 30 octobre 2020. A l'instar des activités qui se tiennent depuis le début de la crise sanitaire, les opérations se dérouleront dans le strict respect des mesures barrières.

Les noms des victimes sont affichés dans les locaux de leurs mairies et préfectures de résidence, ainsi que sur le site web du Haut-Commissariat

à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun). La présidente de l'institution précise que les concernés sont priés de respecter les dates de programmation, afin d'éviter les attroupements.

En rappel, le processus d'indemnisation du Hcrrun est l'une des recommandations formulées par la Commission vérité justice et réconciliation (CVJR). Plus de 7600 victimes ont été indemnisées depuis le lancement du programme.

Christine Posso (stagiaire)

Diabète de type 1 et Diabète de type 2

Mieux les connaître pour mieux les prendre à charge

Le diabète sucré est une maladie du métabolisme du sucre due à une élévation permanente et chronique du taux de sucre dans l'organisme dont la cause est liée à un défaut de production de l'insuline et/ou à un défaut d'action de l'insuline entraînant des complications.

Type 1

Le diabète de type 1 est dû à une destruction quasi complète sélective des cellules B du pancréas. Ce sont les cellules qui fabriquent de l'insuline. C'est une maladie qu'on qualifie de maladie auto-immune parce que les cellules B sont attaquées et détruites par des autoanticorps présents dans l'organisme. Cette maladie est déclenchée chez une personne qui est génétiquement prédisposée par des facteurs d'environnement comme certains virus, toxines et protéines. Contrairement au diabète de type 2 qui est une maladie non auto-immune dans laquelle il existe encore une production d'insuline par le pancréas mais souvent insuffisante pour réguler le taux de sucre dans le sang. L'insuline produite a du mal à bien agir à cause du gras qui lui oppose une résistance, phénomène qu'on assimile à de l'insulinorésistance. Ce phénomène

d'insulinorésistance va prédominer pendant des années avant la survenue du diabète de type 2. Le pancréas qui est obligé de produire assez d'insuline pour vaincre ce phénomène d'insulinorésistance va s'épuiser et produire moins d'insuline, ce n'est qu'en ce moment que le diabète de type 2 survient.

Type 2

Tout comme le diabète de type 1, celui-ci survient aussi sur un terrain génétiquement prédisposé avec comme facteurs d'environnement la surcharge pondérale ou l'excès de poids ou la malnutrition du fœtus au cours de la grossesse.

Si vous comprenez bien ces explications, vous notez que dans la survenue du diabète, il y a une prédisposition génétique qui est toujours présente et associée à des facteurs d'environnement. Cette susceptibilité génétique fait que dans le

type 2, il existe un contexte héréditaire très riche : on retrouve le plus souvent chez plus de la moitié des diabétiques, un diabète chez un membre de la famille, et le risque de devenir soi-même diabétique si l'on a un parent diabétique de type 2 est d'environ 40%.

Alors que dans le diabète de type 1, appartenir à la famille d'un diabétique de type 1 vous donne un risque d'environ 6% de faire du diabète de type 1. Et en plus le diabète de type 1 va survenir le plus tôt souvent avant l'âge de 20 ans ou un peu plus tard avec un pic de fréquence au moment de la puberté et son traitement ne sera que de l'insuline, alors que le diabète de type 2 survient chez les personnes de plus de 40 ans avec un traitement à base de comprimés du diabète et ou de l'insuline associé selon l'évolution de la maladie.

Elogie Latévi (Stagiaire)

**ACHETEZ & LISEZ
DESORMAIS**



**SUR
MON KIOSK.com** OU
www.monkiosk.com

**sur le portail
Lome.com**
www.alome.com

WWW.TOGOMATIN.TG

Zoom sur le Togo qui qui impacte, brille et ose

Suivez notre actualité sur whatsapp (infos en DM) www.togomatin.tg



: @Togomatin1



: Togomatin



: [instagram.com / togomatin](https://www.instagram.com/togomatin)



: www.togomatin.tg



Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro
(+228) 90 99 41 01



Office Togolais des Recettes - OTR